

PRINTEMPS ARABE ET MODÈLES DE DÉMOCRATIE

Les quatre piliers du cercle vertueux turc

À l'heure où la révolution arabe bat son plein, sans que l'on puisse encore lui assigner un terme précis, ni dans le temps, ni même dans l'espace, la Turquie nous fournit d'ores et déjà un modèle complexe, mais sans doute idéal de l'évolution possible d'un monde musulman classique qui s'étend depuis le Maroc jusqu'à l'Iran.

Avant même l'instauration de la démocratie politique, la Tur-

la démocratie politique, la Turquie a déjà donné naissance, depuis la fin des années 1920 jusqu'au début des années 1990, à une société civile de plus en plus élaborée et complexe. Le droit personnel y est en effet régi depuis presque un siècle par le Code civil napoléonien sous sa version suisse, adoptée intégralement par Mustapha Kemal. Ceci signifie que le statut personnel de la femme est marqué d'un signe d'égalité croissant en matière de divorce, d'héritage et même de responsabilité

personnelle en matière financière. Il s'ajoute à ce premier étage de la modernisation, l'instauration d'un droit syndical inspiré de l'exemple français qui a même précédé l'avènement du pluralisme politique. Certes, la Turquie fut longtemps dominée par un syndicat unique presque exclusivement circonscrit au secteur public et nationalisé, mais à partir de 1960, nous assisterons aussi à un véritable pluralisme syndical avec la montée en puissance d'une centrale communisante, la Disk, à présent fort assaillie et ralliée à la gauche kémaliste officielle.

Les deux points noirs qui subsistaient encore étaient, bien entendu, constitués par le statut des minorités. Pour les minorités religieuses, la situation a toujours été théoriquement très favorable, qu'il s'agisse des Juifs, qui sont demeurés citoyens à part entière, des Crypto-Juifs d'Onmeh, des chrétiens, incontestablement acceptés, dès lors que leur Foi n'est pas associée à une identité nationale antagonique, et enfin, et surtout, des musulmans dissidents non sunnites, les Alévis qui se réclament à des degrés divers d'un chiisme lui-même dissident – l'actuel chef de la gauche kémaliste CHP, Kilindaroglu est d'ailleurs le premier leader national alévi, et personne ne semble s'en offusquer.

Le point noir, tout le monde le sait, est constitué de ces minorités qui, pour des raisons souvent légitimes, ne se sont pas pleinement réconciliées avec l'état turc moderne : grecs, aujourd'hui résiduels et concentrés à Istanbul autour du patriarcat orthodoxe (le Pfanar), et qui eurent particulièrement à souffrir lors du début du conflit chypriote des années 1950, arméniens d'Istanbul certes épargnés par le génocide de 1915 qui n'eut lieu que dans les régions rurales de l'intérieur, mais qui n'en éprouvent pas moins une profonde aliénation qu'exprimait parfaitement le grand journaliste Hrant Dink, mystérieusement assassiné voici trois ans. Et, enfin et surtout, il faut ici parler de l'importante communauté kurde (entre 20 et 25 % de la population) qui navigue depuis un demi-siècle entre tentations de l'assimilation pure et simple et insurrection séparatiste violente. Il faudra ici néanmoins noter que les Kurdes assimilés ne font l'objet d'aucune discrimination ni dans l'État, ni dans la



De jeunes révolutionnaires de la place Tahrir, au Caire (photo), sont venus suivre Recep Tayyip Erdogan pendant sa campagne pour les élections législatives en Turquie.

société : l'ancien ministre des Affaires étrangères de la gauche, Hikmet Cettin, de même que le grand écrivain communiste turcophone, Yacher Kemal sont l'un et l'autre des Kurdes déclarés et fiers de l'être. En revanche, le jacobinisme originel de l'État leur a longtemps et absurdement refusé toute personnalité culturelle et linguistique, fort qu'il était de l'assimilation réussie à la française d'autres minorités moins cohérentes telles que les émigrés d'Albanie et de Bosnie, les Tatars de Crimée, les Pontiques de

la mer Noire ou les lointains réfugiés du Turkestan soviétique ou chinois. Mais le melting-pot turc s'est en effet cassé les dents sur la personnalité affirmée de Kurdes fiers de leur identité mais qui, néanmoins, continuent notamment lorsqu'ils vivent à l'ouest du pays, à voter en majorité pour des partis nationaux et non pour le Parti autonomiste kurde.

Avec des problèmes qui ne sont en réalité pas supérieurs à ceux de l'Euskadi espagnol ou encore de l'Irlande du Nord britannique, la société turque malgré bien des aspérités et des résistances, offre aujourd'hui le spectacle d'une égalité juridique complète des hommes et des femmes, des musulmans et des non-musulmans, voire des sunnites (avec tout le chatolement des différentes confréries souffies) et des Alévis plus ou moins chiites. Ici, on reconnaîtra qu'à quelques exceptions heureuses, tout est encore à faire dans ce domaine dans le monde arabe d'où certes la tolérance des minorités religieuses et ethniques n'est pas absente, mais en évidente régression s'agissant des chrétiens coptes en Égypte, des chrétiens les plus divers en Palestine, des sunnites face aux chiites en Irak et en Iran, des chiites dans toute la péninsule arabique, pour ne pas parler des Kurdes, exception faite d'un nouvel Irak, imposé par l'intervention américaine de 2003.

Pluralisme politique

La Turquie a en outre expérimenté, de manière continue, une expérience de pluralisme politique réussie qui a comporté trois grandes étapes. Tout d'abord, dès 1946, l'apparition de deux pôles, l'un étatique et potentiellement socialisant, l'autre, libéral et civiliste potentiellement plus ouvert à l'islam modéré, tous deux issus du mouvement jusqu'alors unifié des partisans de Kemal.

En 1951, le second de ces deux pôles, le Parti démocrate d'Adnan Menderes remportait une élection libre sur les kémalistes traditionnels et allait gouverner le pays jusqu'au coup d'État de 1960. Mais, précisément, jusqu'à ce grand bouleversement, la libéralisation politique excluait ►►►

►►► encore les deux ailes hostiles au système en place : les communistes à gauche, les conservateurs musulmans bien devenus islamistes sous l'influence de la Confrérie égyptienne, pour ne pas parler d'une extrême droite nationaliste, « les loups gris », qui avaient sympathisé pendant la guerre mondiale avec le nazisme allemand.

Après 1960, ces trois partis conquièrent peu à peu un statut de légalité précaire. Les communistes, sous la forme d'une vitrine légale, le Parti ouvrier, dont seront exclus les intellectuels hostiles de la normalisation de la Tchécoslovaquie après 1968 ; les islamistes d'Erbakan, constamment menacés de dissolution par la Cour constitutionnelle, et interdit à plusieurs reprises ; l'extrême droite, souvent tentée par la subversion violente et néanmoins couvée favorablement par certains milieux particulièrement autoritaires de l'armée et de la police. Cette seconde étape du pluralisme ne fut pas exempte de violences et de brutalités qui, à la vérité, accompagnées de leur cortège de désolation, a accéléré un processus de modernisation sociale qui transférait spectaculairement des dizaines de millions d'anciens paysans vers les deux capitales d'Istanbul et d'Ankara, ainsi que de plusieurs autres grandes villes devenues aujourd'hui millionnaires. Mais, à l'issue du processus, après le rétablissement définitif des libertés démocratiques par l'ancien islamiste devenu libéral Turgut Ozal, les différents fronts de l'affrontement s'apaisent les uns après les autres. La troisième étape a été atteinte voici seulement dix ans avec l'extinction progressive de l'insurrection violente des Kurdes du PKK et l'émergence, avec le consentement gêné de ce mouvement aujourd'hui déchiré entre son aile politique et son aile militaire, d'un véritable parti nationaliste kurde qui accepte, serait-ce encore du bout des lèvres, l'État turc. Aujourd'hui, donc, après des élections législatives de juin 2011 particulièrement exemplaires par leur absence de toute violence de rue, on peut bien dire que la Turquie est enfin parvenue à instaurer sur le socle solide d'une société laïcisée en profondeur, un système politique qui ne le cède en rien à ses homologues d'Europe occidentale, voire même évite, pour l'instant, la montée en puissance de forces populistes déstabilisatrices ailleurs.

Cette démocratie en voie d'apaisement garantit en outre une liberté d'expression réelle en très profond essor. Citons, pêle-mêle une vie culturelle extrêmement active avec de grands romanciers, unanimement critiques de leur société et généralement à gauche, une presse pluraliste qui s'appuie sur divers intérêts financiers en opposition les uns avec les autres, des radios libres et des télévisions indépendantes à foison, et, ici, comme on a pu aussi le constater dans le monde arabe, un développement vertigineux des nouvelles communications basées sur internet. Certes, des journalistes sont encore en ce moment en prison : à part deux cas liés à des complots organisés par des magistrats islamistes opposés à certains militaires factieux et nationalistes, et qui se résoudront évidemment sous la pression d'une opinion publique plutôt scandalisée, le reste est composé de militants kurdes dont l'incarcération n'est pas liée à leur activité journalistique proprement dite mais à leur appartenance au PKK qui n'a toujours pas renoncé à la violence. On peut espérer une amélioration de cette situation, mais on ne saurait en rien la confondre, y compris avec ses forces de frottement judiciaire ou capitalistique, avec la prise en main énergique et autoritaire de tous les moyens de communication par les principaux États du monde musulman, hors Turquie. Certes, une chaîne satellitaire comme Al Jazira qui émet depuis le Qatar, incarne aujourd'hui cette information pluraliste pour de très nombreux téléspec-

tateurs du monde arabe. Mais ce serait faire injure à la réalité que de dénier l'instrumentalisation de ce moyen nouveau d'information tant par les Frères musulmans que par l'État qatari, en lutte contre l'hégémonie saoudienne. De tels effets pervers n'existent évidemment pas en Turquie avec les chaînes de télévision privées.

On constate, en outre, en Turquie la permanence d'une politique étrangère pragmatique et ouverte

qui s'est refusée, malgré la dureté de la lutte pour l'indépendance dans les années 1920 ou l'ampleur de la menace soviétique jusque dans les années de 1950 à 1980, à l'expression d'une xénophobie de principe, presque unanime dans le monde arabe, et bientôt dans l'Iran de la révolution islamique après 1979. Il y eut certes quelques exceptions bienheureuses comme le Maroc, la Jordanie, le Liban multireligieux et, à présent, les Émirats unis, qui forment les uns comme les autres autant de cas spécifiques pour autant impuissants jusqu'à présent à inverser le cours d'une politique d'enfermement tout à la fois hostile à l'Amérique, au communisme naguère, à l'État d'Israël toujours, et de temps à autre, aux voisins immédiats africains, voire turco-iraniens. On rappellera ici l'engagement constant de la Turquie républicaine pour endiguer l'expansion des fascismes européens dans les années 1930, sa réconciliation spectaculaire avec la Grèce de centre gauche de Venizelos, hier, de George Papandréou, aujourd'hui ; une appartenance à l'Otan qui ne s'est pas résumée à l'anticommunisme militant des années 1950 mais a permis progressivement à la Turquie de jouer un rôle de plus en plus constructif dans les relations internationales, jusqu'à l'engagement actuel d'un petit contingent de forces spéciales en Afghanistan. Mais, à l'évidence, le choix stratégique qui a différencié la Turquie de tous ses voisins – l'Iran du Shah et l'Égypte de Sadate exceptés – c'est une alliance profonde et durable avec l'État d'Israël qui remonte à la fondation de celui-ci, en 1948. Cette alliance est en effet inscrite dans la longue durée en raison de la vieille amitié qui unit le peuple turc, non pas à l'État d'Israël mais plus directement encore au peuple juif dans son ensemble. Depuis l'ouverture du refuge ottoman aux juifs persécutés par l'inquisition ibérique au XVI^e siècle jusqu'à l'engagement souvent admirable de la diplomatie turque au service de l'objectif humanitaire d'arracher le plus grand nombre possible de juifs aux griffes des bourreaux hitlériens, il y a en effet une tradition profonde de philosémitisme militant dans la pensée politique turque, relayée elle-même par l'appartenance de nombreux Dönmehs à la vie politique et administrative du pays. Cette situation inédite permet encore aujourd'hui à la Turquie une fois la dernière brouille récente surmontée – et elle est en passe de l'être en ce moment même – de former un véritable pont entre Israël et ses voisins arabes. Au moment où un parti islamiste fraîchement légalisé comme An Nahdah en Tunisie milite pour l'inscription d'une clause de principe anti-israélienne dans la nouvelle constitution en voie d'élaboration à Tunis, au moment où l'ensemble des partis égyptiens en compétition pour le nouveau pouvoir démocratique au Caire rivalise de déclarations anti-israéliennes diverses, la démocratie arabe naissante ne présente en rien la maturité, la réflexion et l'expérience du travail en commun avec le reste du monde qui demeure les traits distinctifs de la stratégie internationale d'Ankara. Certes, on ne manquera pas de relever, ici ou là, des déclarations nationalistes outrancières ou des poussées d'anti-américanisme convenu, d'anti-européanisme, celui-là, frustré par l'imbécile politique franco-allemande actuelle, ou encore d'antisémitisme populiste, mais pour l'instant sans lendemain véritable. Dans ce domaine aussi, le monde arabe aurait beaucoup à apprendre. ■

Alexandre Adler